





SOMMAIRE

BILAN ACTIF P.4

BILAN PASSIF P.5

COMPTE DE RÉSULTAT P.6

FAITS MARQUANTS P.8

NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS P.9

ENTITÉ PRÉSENTANT LES ÉTATS FINANCIERS P.9

PRINCIPES COMPTABLES P.9

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES P.10

IMMOBILISATIONS CORPORELLES P.10

IMMOBILISATIONS EN COURS P.13

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES P.14

STOCKS ET EN-COURS P.14

ÉTAT DES CRÉANCES P.15

CAPITAUX PROPRES P.16

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES P.16

ÉTAT DES DETTES P.17

PRODUITS D'EXPLOITATION P.18

CHARGES D'EXPLOITATION P.18

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES P.19

AUTRES INFORMATIONS P.20

EFFECTIFS P.20

INTÉGRATION FISCALE P.20

ENGAGEMENTS SOCIAUX P.20

PARTIES LIÉES P.21

ENGAGEMENTS REÇUS P.21

ENGAGEMENTS DONNÉS P.21

RÉMUNÉRATION DE L'ACTIVITÉ DES ADMINISTRATEURS P.21

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE P.21

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE P.22

BILAN ACTIF

En €

	31/12/2022			31/12/2021
	Brut	Amortissements Provisions	Net	Net
Frais de développement	15 209 757	5 292 845	9 916 912	8 914 308
Concessions, brevets et droits similaires	152 912 785	111 791 724	41 121 061	47 321 958
Autres immobilisations incorporelles	668 489	668 489	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	3 397 695	-	3 397 695	3 695 731
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	172 188 726	117 753 058	54 435 668	59 931 997
Terrains	26 681 499	13 993 000	12 688 499	12 897 300
Constructions	108 502 981	47 158 214	61 344 767	54 754 704
Installations techniques, matériel	3 156 719 869	1 455 052 866	1 701 667 003	1 645 194 280
Autres immobilisations corporelles	12 796 799	8 409 475	4 387 324	4 287 027
Immobilisations corporelles en cours	55 334 112	-	55 334 112	66 929 485
Avances et acomptes	-	-	-	-
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 360 035 260	1 524 613 555	1 835 421 705	1 784 062 796
Autres participations	331 973	-	331 973	331 973
Autres immobilisations financières	159 268	-	159 268	159 268
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	491 241	-	491 241	491 241
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	3 532 715 227	1 642 366 613	1 890 348 614	1 844 486 034
Matières premières, approvisionnements	31 318 055	4 944 575	26 373 480	26 013 030
TOTAL STOCK	31 318 055	4 944 575	26 373 480	26 013 030
Avances et acomptes versés sur commandes	9 266	-	9 266	583 441
Clients et comptes rattachés	74 862 345	405 111	74 457 234	60 968 248
Autres créances	4 721 313	-	4 721 313	1 834 337
TOTAL CRÉANCES	79 583 658	405 111	79 178 547	62 802 585
Disponibilités	34 763 863	-	34 763 863	12 968 852
TOTAL DISPONIBILITÉS	34 763 863	-	34 763 863	12 968 852
Charges constatées d'avance	741 092	-	741 092	1 101 000
TOTAL ACTIF CIRCULANT	146 415 934	5 349 686	141 066 248	103 468 908
Frais d'émission d'emprunt à étaler	17 329 000	-	17 329 000	20 085 810
TOTAL GÉNÉRAL - ACTIF	3 696 460 161	1 647 716 299	2 048 743 862	1 968 040 751

BILAN PASSIF

En €

	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel	17 579 088	17 579 088
Primes d'émission, de fusion, d'apport	12 369	12 369
Écarts de réévaluation	109 004	150 045
Réserve légale	1 757 909	1 757 909
Réserves statutaires ou contractuelles	130 918	130 918
Autres réserves	170 597	129 556
Report à nouveau	-	-
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (BÉNÉFICE OU PERTE)	95 179 022	64 695 326
Acompte sur dividendes en instance d'affectation	(45 991 289)	(30 609 587)
Subventions d'investissement	45 416 558	46 727 900
Provisions règlementées	376 235 341	344 402 648
TOTAL CAPITAUX PROPRES	490 599 517	444 976 171
Provisions pour risques	865 322	125 000
Provisions pour charges	1 441 189	1 450 748
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 306 511	1 575 748
Autres emprunts obligataires	1 410 434 703	1 410 434 703
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	56 997	11 693 681
Emprunts et dettes financières divers	26 283 687	3 055 670
TOTAL DETTES FINANCIÈRES	1 436 775 387	1 425 184 054
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	162 620	162 620
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 645 962	38 182 621
Dettes fiscales et sociales	37 009 509	33 073 169
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	20 226 748	24 886 368
Autres dettes	17 608	-
TOTAL DETTES D'EXPLOITATION	119 062 447	96 304 778
Produits constatés d'avance	-	-
Écarts de conversion passif	-	-
TOTAL DETTES	1 555 837 834	1 521 488 832
TOTAL GÉNÉRAL - PASSIF	2 048 743 862	1 968 040 751

COMPTE DE RÉSULTAT

En €

	31/12/2022			31/12/2021
	France	Exportation	TOTAL	
Production vendue de biens	306 723 386	-	306 723 386	28 016 162
Production vendue de services	492 248 435	-	492 248 435	460 380 006
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	798 971 821	-	798 971 821	488 396 168
Production immobilisée			163 183 534	137 473 065
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			323 631	330 432
Autres produits			175	13 888
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION			962 479 161	626 213 553
Achats matières premières & aut. approvisionnements (y.c. droits de douane)			318 399 750	29 342 474
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(477 322)	(1 867 490)
Autres achats et charges externes			242 566 217	217 019 010
Impôts, taxes et versements assimilés			11 274 677	12 007 036
Salaires et traitements			47 292 352	45 416 144
Charges sociales			28 302 734	27 580 283
Dotations d'exploitation aux amortissements sur immobilisations			116 211 741	124 255 910
Dotations d'exploitation aux provisions sur actif circulant			521 983	848 275
Dotations d'exploitation aux provisions pour risques et charges			828 322	162 000
Autres charges			5 591 346	8 325 932
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION			770 511 800	463 089 576
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			191 967 361	163 123 977
Produits financiers de participations			34 065	28 200
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			-	23 358
Autres intérêts et produits assimilés			94 822	8 919
Différences positives de change			-	-
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS			128 887	60 476
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 894 967	2 331 014
Intérêts et charges assimilées			27 330 778	38 449 952
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES			29 225 745	40 780 966
RÉSULTAT FINANCIER			(29 096 858)	(40 720 490)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS			162 870 503	122 403 487

COMPTE DE RÉSULTAT (SUITE)

En €

	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 426 088	4 221 528
Reprises sur provisions et transferts de charges	13 393 403	13 562 598
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	15 819 491	17 784 126
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	69 933
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	659 713	2 255 350
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	45 226 096	44 451 052
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	45 885 809	46 776 335
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(30 066 318)	(28 992 209)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	5 141 014	3 846 943
Impôts sur les bénéfices	32 484 149	24 869 009
TOTAL DES PRODUITS	978 427 539	644 058 155
TOTAL DES CHARGES	883 248 517	579 362 829
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	95 179 022	64 695 326

FAITS MARQUANTS

- CONFLIT EN UKRAINE -

La guerre en Ukraine a eu des répercussions sur l'approvisionnement en gaz, qui ont conduit le Sénat, le 3 août 2022, à adopter l'article 23 du projet de loi instaurant de nouvelles dispositions, retranscrites à l'article L.421-7-2 du Code de l'énergie, afférentes à la sécurité d'approvisionnement. Cette loi impose aux opérateurs d'atteindre un niveau de stockage attendu par l'Etat à date fixée.

Pour l'exercice 2022, Teréga n'a pas eu à acheter de gaz afin de remplir l'objectif précité.

La guerre en Ukraine a engendré par ailleurs des changements de flux de gaz en Europe avec un moindre approvisionnement en provenance du Nord de l'Europe ayant eu pour conséquence des congestions du réseau français. Teréga a dû acheter et vendre du gaz de manière significative pour décongestionner le réseau. Les états financiers font ainsi apparaître des achats de gaz liés à la congestion pour 191 M€ et des ventes de gaz liés à la congestion pour 187 M€. La différence de 4 M€ sera rendue à Teréga par le mécanisme du CRCP.

La guerre en Ukraine n'a pas conduit la société à revoir l'évaluation de ses actifs ou de ses passifs.

- CONTRÔLE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES (« DGCCRF ») -

Le 4 octobre 2019, Teréga SA a reçu un avis de contrôle de la DGCCRF sur les délais de paiement inter-entreprises. Le contrôle couvre l'année 2018 et a démarré le 14 janvier 2020. Il a donné lieu à échange de documents pendant le premier trimestre 2021. Aucune conclusion n'a été reçue à ce jour.

- CRCP -

Conformément aux dispositions de l'article L. 452-2 du Code de l'énergie, la CRE fixe les méthodes pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de gaz. Ces tarifs, qui couvrent l'ensemble des coûts supportés par leurs gestionnaires, sont établis en prenant notamment en considération :

- les charges d'exploitation nécessaires au bon fonctionnement et à la sécurité des réseaux et des installations;
- les charges de capital (amortissement et rémunération des actifs des transporteurs, des distributeurs, des terminaux méthaniers et des opérateurs de stockage).

Ils sont calculés à partir d'hypothèses de charges et de produits établies pour l'ensemble de la période tarifaire. Ces hypothèses présentent des incertitudes lors de la définition des tarifs, ces derniers disposent d'un mécanisme dit CRCP (compte de régularisation des charges et des produits) permettant de corriger, pour des postes préalablement identifiés, les écarts entre les charges et produits prévisionnels et ceux réellement constatés.

Afin d'assurer une meilleure comparabilité des comptes des opérateurs européens, la norme IFRS 14, publiée par l'IASB en janvier 2014, est en cours de mise à jour avec une réflexion concernant le fonctionnement du mécanisme dit CRCP. Cette réflexion pourrait avoir des impacts sur l'arrêté et la présentation des comptes établis en normes françaises.

À date, la position de Teréga conduit à constater les régularisations l'année de leur constatation. Cette position pourrait être revue en fonction des éléments de doctrine à paraître.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

ENTITÉ PRÉSENTANT LES ÉTATS FINANCIERS

Teréga SA est une entreprise domiciliée en France, dont le siège social est sis à Pau, 40 avenue de l'Europe. Le Groupe Teréga a pour mission d'offrir et de développer, sur le marché européen, un service de transport et de stockage de gaz naturel.

Les états financiers consolidés de la société et de ses filiales sont établis par Teréga Holding. Un sous-palier de consolidation est également établi aux bornes de la société Teréga SAS.

PRINCIPES COMPTABLES

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.

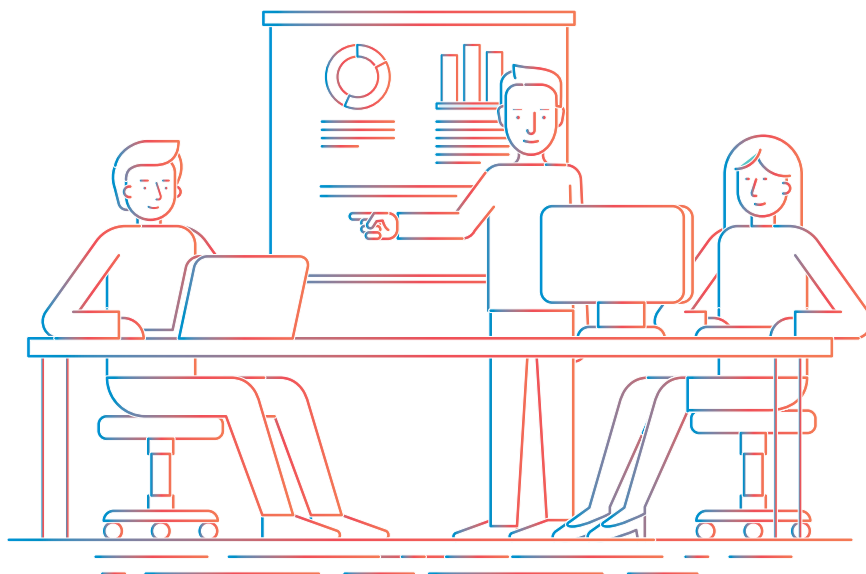
L'exercice au 31 décembre 2022 a été établi conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général, mis à jour par le règlement ANC n° 2020-05 du 24 juillet 2020 et n° 2020-09 du 4 décembre 2020.

Les conventions générales comptables et adaptations professionnelles (C. Com R. 123-180 et PCG art.531.1) ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes retenues pour cette période n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

La charge d'impôt comptabilisée au 31 décembre 2022 est calculée en appliquant un taux de 25,83% au résultat fiscal arrêté à cette même date.



IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Valeurs brutes

Sont inscrits au compte d'immobilisations incorporelles les logiciels et brevets acquis et créés par la société. Ils sont amortis sur leur durée probable d'utilisation. Figurent également à ce compte des droits de transit dans des réseaux de tiers amortis sur 10 ans. Enfin, des frais de développement sont également immobilisés.

Amortissements

	DURÉE SOCIALE	DURÉE FISCALE
FRAIS DE DÉVELOPPEMENT	5 À 10 ANS	5 ANS
BREVETS ET LOGICIELS	5 ANS	3 ANS
DROIT DE TRANSIT	10 ANS	15 ANS

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeurs brutes

Les immobilisations corporelles sont portées à leur coût d'acquisition ou de production, à l'exception de certains terrains acquis avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les immobilisations relatives au transport sont principalement composées de canalisations et de stations de compression. Les ouvrages de transport sont soumis à autorisation ministérielle, préfectorale et, le cas échéant, à l'autorisation des autres organes compétents. Pour chaque projet et en application des dispositions des articles L. 134-3 et L. 431 6 du Code de l'énergie, les gestionnaires de réseaux de transport de gaz, dont votre société fait partie, doivent transmettre leurs programmes annuels d'investissements à la Commission de régulation de l'énergie (« CRE ») et, le cas échéant, aux autres organes compétents pour approbation. Dès lors, seuls les coûts ayant été approuvés sont comptabilisés en immobilisations, les autres étant comptabilisés en charges d'exploitation.

Les investissements de stockage comprennent principalement du gaz coussin et des stations de compression.

Par décret du ministère de la Transition écologique et solidaire du 12 décembre 2006, la concession de stockage de gaz d'Izaute a été prolongée pour une durée de 25 ans à compter du 26 octobre 2005 et jusqu'au 25 octobre 2030.

Par décret du ministère de la Transition écologique et solidaire du 8 décembre 2017, la concession de stockage de gaz de Lussagnet a été prolongée pour une durée de 25 ans à compter du 31 décembre 2017 et jusqu'au 1^{er} janvier 2043.

Amortissements

Conformément à la mise en application du CRC 2002-10, les immobilisations sont amorties selon la durée de vie du bien. Cette approche par composant conduit à pratiquer un amortissement linéaire selon les durées d'amortissements suivantes :

	DURÉE SOCIALE	DURÉE FISCALE		DURÉE SOCIALE	DURÉE FISCALE
MATÉRIEL INFORMATIQUE	5 ANS	3 ANS	POSTES DE COMPTAGE	30 ANS	15 ANS
MATÉRIEL ET OUTILLAGE	10 ANS	5 ANS	INSTALLATIONS TECHNIQUES	10 ANS	5 ANS
MATÉRIEL DE TRANSPORT	10 ANS	5 ANS	STATIONS DE COMPRESSION - RACC. SECTIONNEMENT	ENTRE 10 ET 30 ANS	ENTRE 5 ET 15 ANS
MATÉRIEL DE BUREAU	10 ANS	5 ANS	BÂTIMENTS	ENTRE 10 ET 25 ANS	ENTRE 10 ET 25 ANS
MATÉRIEL TÉLÉCOM	10 ANS	5 ANS	IMMEUBLES SUR SOL AUTRUI	25 ANS	25 ANS
AMÉNAGEMENTS TERRAINS	10 ANS	10 ANS	SONDAGES SOUTERRAINS	25 ANS	25 ANS
AMÉNAGEMENTS INSTALLATIONS GÉNÉRALES	10 ANS	10 ANS	GAZ COUSSIN	25 ANS	25 ANS
AUTRES INSTALLATIONS GÉNÉRALES	10 ANS	10 ANS	CANALISATIONS PRINCIPALES	50 ANS	25 ANS
AMÉNAGEMENTS INSTALLATIONS SOL AUTRUI	10 ANS	10 ANS	STATION GNV	ENTRE 15 ET 30 ANS	ENTRE 8 ET 15 ANS
MOBILIER DE BUREAU	10 ANS	10 ANS	BRANCHEMENTS	50 ANS	25 ANS

La modification des durées d'amortissements, réalisée en 2008, a créé un écart entre les durées fiscales et sociales, et génère de ce fait la comptabilisation d'amortissements dérogatoires, pour un montant de 376 235 341 € au 31/12/2022.

Les immobilisations de stockage sont amorties selon des durées indépendantes de la durée de concession. En cas de non-renouvellement de la concession, les immobilisations relatives à la concession devraient faire l'objet d'un amortissement accéléré.

Variation des immobilisations et des amortissements

Tableau des immobilisations au 31/12/2022

En K€

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	VALEURS BRUTES À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS, CESSIONS	AUTRES MOUVEMENTS	VALEURS BRUTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE
Frais de développement	11 701	3 509	-	-	15 210
Concessions Brevets Droits similaires	147 293	10 913	-	(5 293)	152 913
Autres immobilisations incorporelles	668	-	-	-	668
Immobilisations incorporelles en cours	3 696	14 124	-	(14 422)	3 398
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	163 358	28 546	-	(19 715)	172 189
Terrains	26 105	689	(107)	(6)	26 681
<i>dont réévaluation</i>	<i>150</i>	<i>-</i>	<i>(41)</i>	<i>-</i>	<i>109</i>
Constructions	69 648	7 599	(1 529)	-	75 718
Sol propre	-	-	-	-	-
Sol d'autrui	-	-	-	-	-
Installations générales	34 854	4 817	(6 886)	-	32 785
Installations techniques, matériel et outillage	3 013 080	146 153	-	(2 514)	3 156 720
Autres immobilisations corporelles	570	-	-	-	570
Installations générales	570	-	-	-	570
Matériel de transport	463	362	-	-	825
Matériel de bureau, informatique et mobilier	10 488	1 041	(51)	(76)	11 402
Immobilisations corporelles en cours	66 929	149 065	-	(160 661)	55 334
Avances et acomptes	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 222 138	309 726	(8 572)	(163 256)	3 360 035
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	491	1 500	(1 500)	-	491
TOTAL	3 385 987	339 772	(10 072)	(182 971)	3 532 715

Tableau des amortissements au 31/12/2022

En K€

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	AMORTISSEMENTS À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS, CESSIONS	AUTRES MOUVEMENTS	AMORTISSEMENTS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE
Frais de développement	2 786	2 507	-	-	5 293
Concessions Brevets Droits similaires	99 971	17 114	-	(5 293)	111 792
Autres immobilisations incorporelles	668	-	-	-	668
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	103 426	19 620	-	(5 293)	117 753
Terrains	13 208	785	-	-	13 993
Constructions	27 353	2 664	(1 529)	-	28 488
Sol propre	-	-	-	-	-
Sol d'autrui	-	-	-	-	-
Installations générales	22 394	2 616	(6 340)	-	18 670
Installations techniques, matériel et outillage	1 367 886	89 679	-	(2 512)	1 455 053
Autres immobilisations corporelles	541	26	-	-	567
Installations générales	541	26	-	-	567
Matériel de transport	84	86	-	-	170
Matériel de bureau, informatique et mobilier	6 609	1 191	(51)	(76)	7 672
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 438 075	97 047	(7 920)	(2 588)	1 524 614
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	-	-	-	-	-
TOTAL	1 541 501	116 667	(7 920)	(7 881)	1 642 367

Les immobilisations corporelles sont constituées d'investissements relatifs à l'activité transport de gaz pour un montant de 2 355 842 188 € et au stockage pour 1 004 193 071 €.

Le montant des acquisitions d'immobilisations de transport comptabilisées sur l'exercice s'élève à 125 089 476 €.

Le montant des acquisitions d'immobilisations de stockage comptabilisées sur l'exercice s'élève à 49 992 955 €.

Par décret du 12 décembre 2006, la concession de stockage de gaz d'Izaute a été prolongée pour une durée de 25 ans à compter du 26 octobre 2005 et jusqu'au 25 octobre 2030.

Par décret du 8 décembre 2017, la concession de stockage de gaz de Lussagnet a été prolongée pour une durée de 25 ans à compter du 31 décembre 2017 et jusqu'au 1^{er} janvier 2043.

Tableau des immobilisations activité transport au 31/12/2022

		En K€				
SITUATIONS ET MOUVEMENTS		VALEURS NETTES À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS, CESSIONS	AUTRES MOUVEMENTS	VALEURS NETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE
Frais de développement		5 974	1 378	-	-	7 352
Concessions Brevets Droits similaires		33 110	(3 960)	-	-	29 150
Autres immobilisations incorporelles		-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours		3 012	10 965	-	(11 206)	2 771
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		42 096	8 383	-	(11 206)	39 273
Terrains		7 631	72	(107)	(6)	7 591
<i>dont réévaluation</i>		150	-	(41)	-	109
Constructions	Sol propre	29 237	485	-	-	29 722
	Sol d'autrui	-	-	-	-	-
Installations générales		7 904	1 638	(546)	-	8 997
Installations techniques, matériel et outillage		1 277 794	51 452	-	(2)	1 329 245
Autres immobilisations corporelles	Installations générales	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	311	229	-	-	540
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 672	8	-	-	2 679
Immobilisations corporelles en cours		45 673	96 213	-	(113 884)	28 002
Avances et acomptes		-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 371 221	150 098	(652)	(113 891)	1 406 776
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		451	-	-	-	451
TOTAL		1 413 768	158 481	(652)	(125 097)	1 446 499



Tableau des immobilisations activité stockage au 31/12/2022

		En K€				
SITUATIONS ET MOUVEMENTS		VALEURS NETTES À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS, CESSIONS	AUTRES MOUVEMENTS	VALEURS NETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE
Frais de développement		2 941	(375)	-	-	2 565
Concessions Brevets Droits similaires		14 212	(2 241)	-	-	11 971
Autres immobilisations incorporelles		-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours		684	3 159	-	(3 216)	627
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		17 836	542	-	(3 216)	15 163
Terrains		5 266	(169)	-	-	5 098
<i>dont réévaluation</i>		-	-	-	-	-
Sol propre		13 058	4 450	-	-	17 509
Constructions Sol d'autrui		-	-	-	-	-
Installations générales		4 566	562	-	-	5 118
Installations techniques, matériel et outillage		367 400	5 022	-	-	372 422
Autres immobilisations corporelles Installations générales		29	(26)	-	-	3
Matériel de transport		68	47	-	-	115
Matériel de bureau, informatique et mobilier		1 207	(158)	-	-	1 050
Immobilisations corporelles en cours		21 256	52 853	-	(46 777)	27 332
Avances et acomptes		-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		412 841	62 582	-	(46 777)	428 646
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		41	1 500	(1 500)	-	41
TOTAL		430 718	64 624	(1 500)	(49 993)	443 849

Mises au rebut des immobilisations

Des mises au rebut ont eu lieu sur l'exercice 2022 pour un montant de 7 889 K€ avec une valeur nette comptable de 7 K€.

IMMOBILISATIONS EN COURS

Les immobilisations en cours sont valorisées à leur coût de production comprenant les dépenses de matériel, les dépenses externes (sous-traitance) et une quote-part de dépenses de personnel.

Toute dépense liée à un projet d'investissement est comptabilisée systématiquement en charge.

Chaque fin de mois, une écriture de production d'immobilisation neutralise la charge au compte de résultat avec en contrepartie un compte d'immobilisation en cours.

Les dates de mise en service des immobilisations complexes s'entendent à la date de réception du PV de conformité de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) pour les canalisations et le stockage.

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et font l'objet d'un test de dépréciation à la clôture qui conduit à constater une dépréciation lorsque la valeur actuelle des titres possédés devient inférieure à leur valeur nette comptable.

Les frais d'acquisition de titres de participation sont rattachés au coût d'acquisition de l'actif. Ils sont amortis fiscalement sur 5 ans.

Les immobilisations financières se répartissent comme suit :

- Titres de participations pour 331 973 €
 - 773 233 actions 3 GRT pour 773 €
 - 3 120 actions Déclaranet pour 312 000 €
 - 19 200 actions Prisma pour 19 200 €
- Dépôts et cautionnements pour 159 268 €

STOCKS ET EN-COURS

Méthode

Les stocks sont évalués d'après la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'entrée en stock des articles comprend les frais réels accessoires d'achat (hors transport).

Les travaux en cours sont valorisés à leur coût de production qui comprend les dépenses de matériel et les dépenses externes.

Les stocks au 31 décembre 2022 sont comptabilisés sur la base de l'inventaire permanent.

La provision pour dépréciation du stock de matières et fournitures est constituée sur la base de l'analyse détaillée de chaque article. La date de dernier mouvement de l'article est comparée à la date de clôture. La différence obtenue permet de calculer un nombre d'années qui détermine le pourcentage de provision.

NOMBRE D'ANNÉES	POURCENTAGE
- de 3 ans	0 %
de 3 à 4 ans	10 %
de 4 à 5 ans	20 %
de 5 à 6 ans	30 %
de 6 à 7 ans	40 %
de 7 à 8 ans	50 %
de 8 à 9 ans	60 %
de 9 à 10 ans	70 %
de 10 à 11 ans	80 %
de 11 à 12 ans	90 %
+ de 12 ans	100 %

Valeurs

En K€

	GAZ ÉQUILIBRAGE	GAZ BESOINS PROPRES	QUOTAS COS	MATÉRIEL			TOTAL
				BRUT	DÉPRÉCIATION	NET	
Au 01/01/2022	1 588	6 668	503	22 082	(4 828)	17 254	26 013
Variation	(738)	1 874	(391)	(269)	(117)	(385)	360
AU 31/12/2022	851	8 542	113	21 813	(4 945)	16 868	26 373

Quotas de CO₂

Teréga SA est une entreprise soumise au système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne.

La valeur comptable des stocks de quotas et unités assimilées portés au bilan de la société au 31 décembre 2022 s'élève à 112 560 €. Ces stocks sont comptabilisés selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

Les quotas et unités assimilées étant détenus afin de se conformer aux exigences de la réglementation, le modèle économique de production a été retenu (cf ANC n°2012-03 du 4 octobre 2012).

Au titre de l'année 2022, Teréga SA estime avoir émis l'équivalent de 17 459 quotas de gaz à effet de serre. Cette estimation se base sur un croisement entre des relevés techniques réguliers et des projections de consommation.

ÉTAT DES CRÉANCES

En K€

CRÉANCES EN K€	MONTANT BRUT AU 31/12/2022	DEGRÉ DE LIQUIDITÉ - ACTIF	
		ÉCHÉANCES	
		À MOINS 1 AN	À PLUS 1 AN
CRÉANCES DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	159	-	159
AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS SUR COMMANDES	9	9	-
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	14 079	14 079	-
Clients douteux ou litigieux	696	696	-
Autres créances clients	13 146	13 146	-
Personnel et comptes rattachés	42	42	-
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	136	136	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	-	-
	Autres impôts, taxes et versements assimilés	3	3
	Subventions reçues	-	-
Groupe et autres associés	56	56	-
Débiteurs divers	-	-	-
CHARGES À ÉTALER	17 279	2 757	14 522
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	741	741	-
TOTAL	32 267	17 586	14 681

Les charges à étaler comprennent les frais d'émission des emprunts obligataires ainsi que les primes d'émission.

Les charges constatées d'avance sont composées de prestations facturées par d'autres sociétés du Groupe Teréga.

CAPITAUX PROPRES

Le capital est composé de 2 197 386 actions de 8 €.

Le 25 mai 2022, l'Assemblée Générale a approuvé l'affectation du résultat de l'exercice 2021 d'un montant de 64 695 587 €, telle que proposée par le Conseil d'Administration, et décide en conséquence de distribuer à Teréga SAS des dividendes pour un montant de 34 085 739 €, en complément de l'acompte sur dividendes de 30 609 587 € décidé le 28 octobre 2021.

Sur décision du Conseil d'Administration du 27 octobre 2022, Teréga SA a versé le 8 décembre 2022 à Teréga SAS un acompte sur dividende d'un montant total de 45 991 289 €.

	31/12/2021	VARIATION	31/12/2022
Nombre d'actions	2 197 386	-	2 197 386
Capital social ou individuel	17 579	-	17 579
Primes d'émission, de fusion, d'apport	12	-	12
Écarts de réévaluation	150	(41)	109
Réserve légale	1 758	-	1 758
Réserves statutaires ou contractuelles	131	-	131
Autres réserves	130	41	171
Report à nouveau	-	-	-
Acompte sur dividendes	(30 610)	(15 382)	(45 991)
Résultat de l'exercice 2022	-	95 179	95 179
Résultat de l'exercice 2021	64 695	(64 695)	-
Subventions d'investissement	46 728	(1 311)	45 417
Provisions réglementées	344 403	31 833	376 235
TOTAL	444 976	45 623	490 600

En K€

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La société constitue une provision chaque fois qu'un risque constitue une obligation vis-à-vis d'un tiers et pour laquelle le passif probable peut être estimé avec une précision suffisante.

Les provisions pour risques s'élevaient à 865 K€ au 31/12/2022.

PROVISIONS POUR RISQUES	SITUATION AU 31/12/2021	MOUVEMENTS		SITUATION AU 31/12/2022
		AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	
Provision pour risques	125	740	-	865
TOTAL	125	740	-	865

En K€

Les provisions pour charges se répartissent ainsi :

PROVISIONS POUR CHARGES	SITUATION AU 31/12/2021	MOUVEMENTS		SITUATION AU 31/12/2022
		AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	
Contentieux RH	135	-	-	135
Médaille du travail	1 168	22	-	1 190
MIP	148	-	(32)	117
TOTAL	1 451	22	(32)	1 441

En K€

ÉTAT DES DETTES

En K€

DETTES	MONTANT BRUT AU 31/12/2022	DEGRÉ D'EXIGIBILITÉ DU PASSIF		
		ÉCHÉANCES À MOINS DE 1 AN	ÉCHÉANCES	
			DE 1 À 5 ANS	À + DE 5 ANS
Autres emprunts obligataires	1 400 000	-	550 000	850 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-		
Emprunts et dettes financières divers	26 284	26 284		
Intérêts courus sur emprunts	10 492	10 492		
Avances et acomptes reçus	163	163		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 120	12 120		
Personnel et comptes rattachés	16 324	16 324		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	11 621	11 621		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices	-	-	
	Taxe sur la valeur ajoutée	2 452	2 452	
	Autres impôts, taxes et assimilés	-	-	
Dettes fiscales et sociales	383	383		
Autres dettes	18	18		
Produits constatés d'avance	-	-		
TOTAL	1 479 856	79 856	550 000	850 000
Emprunts souscrits en cours d'exercice	15 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	10 000			

La structure financière est composée :

- D'emprunts obligataires pour 1 400 000 000 €, dont :
 - Emprunt obligataire public pour 550 M€, à échéance 2025, taux 2,200%
 - Emprunt obligataire public pour 500 M€, à échéance 2030, taux 0,875%
 - Emprunt obligataire privé pour 350 M€, à échéance 2035, taux 2,998%
- D'une ligne de crédit d'une capacité de tirage de 250M€, aucun tirage au 31 décembre 2022.

Teréga SA individuellement n'est pas soumis à des ratios bancaires mais le sous palier de consolidation aux bornes de la société Teréga SAS l'est.

PRODUITS D'EXPLOITATION

		En K€	
DÉTAIL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	31/12/2022	31/12/2021	
CHIFFRE D'AFFAIRES	798 972	488 396	
Recettes de capacités de transport	281 669	267 715	
Recettes de capacités de stockage	73 701	94 102	
Accord inter-opérateurs	35 499	34 935	
Recettes de raccordements et d'interface	2 357	2 212	
Autres prestations de services	6 549	3 962	
Autres produits d'activités	3 983	3 885	
Ventes de gaz naturel pour équilibrage et congestion	306 723	28 016	
Subvention	-	-	
Recettes stockage / compensation Teréga	8 627	5 331	
Recettes stockage / compensation GRT	79 862	48 238	
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES TRANSPORT	636 078	340 410	
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES STOCKAGE	162 893	147 986	
PRODUCTION IMMOBILISÉE	163 184	137 473	
REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES	323	330	
Reprise des provisions risques et charges	-	19	
Reprise des provisions retraites	98	107	
Transfert de charges d'exploitation	226	205	

Le chiffre d'affaires est constitué :

- de la production vendue de services ; elle correspond principalement aux recettes de capacités de transport et de stockage, auxquelles s'ajoutent les recettes provenant des contrats de raccordement et de transit. L'ensemble du chiffre d'affaires est réalisé en France.
- des ventes de marchandises qui correspondent aux ventes de gaz pour l'équilibrage du réseau. Elles sont neutralisées par un compte d'achat de gaz et n'ont donc pas d'incidence sur le résultat. Ces ventes représentent 119 M€ en 2022 contre 28 M€ en 2021, l'augmentation s'explique principalement par l'augmentation des prix du gaz.
- des flux de congestions pour 187 M€ non applicables en 2021. Ces flux annulent partiellement une charge de 191 M€ de congestion que l'on retrouve dans le poste achat de matières premières et autres approvisionnements, créant un impact sur le résultat de -4 M€.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation comprennent des dépenses d'investissements neutralisées par la production immobilisée.

		En K€	
NATURE DES CHARGES INCLUSES DANS LA PRODUCTION IMMOBILISÉE	31/12/2022	31/12/2021	
Variation de stock	2 831	1 176	
Autres achats et charges externes	139 626	116 228	
Impôts, taxes et versements assimilés	417	406	
Salaires et traitements	10 898	10 282	
Charges sociales	6 706	6 343	
Autres charges d'exploitation	2 711	2 315	
DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS	163 189	136 750	

La différence entre le total de ce tableau et la ligne "Production Immobilisée" du compte de résultat correspond à des natures de charges autres que les charges d'exploitation.

Les autres achats et charges externes se décomposent ainsi :

En K€		
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	31/12/2022	31/12/2021
Autres achats	67 988	60 529
Sous-traitance générale	49 038	49 773
Locations et charges locatives	4 287	2 610
Entretiens et réparations	100 896	90 593
Primes d'assurance	2 436	757
Divers	1 940	1 889
Honoraires	7 166	2 444
Publicités	3 055	2 491
Transports	338	257
Déplacements, missions	2 521	2 327
Frais postaux	2 110	2 569
Services bancaires	121	122
Autres charges externes	670	658
TOTAL	242 566	217 019

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

En K€		
	31/12/2022	31/12/2021
Provision au titre de la période concernée	32 696	25 053
Contribution sociale	1 054	802
Crédits d'impôt	(1 278)	(1 033)
Solde d'impôt de l'année précédente	13	47
CHARGE D'IMPÔT	32 484	24 869
DÉCOMPOSITION DES CRÉDITS D'IMPÔT		
MÉCÉNAT	625	336
RECHERCHE	542	580
FAMILLE	111	116

AUTRES INFORMATIONS

EFFECTIFS

EFFECTIF VENTILÉ PAR CATÉGORIE	31/12/2022	31/12/2021
Cadres	287	289
OETAM	357	361
TOTAL EFFECTIF	644	650
EFFECTIF MOYEN EMPLOYÉ PENDANT L'EXERCICE	31/12/2022	31/12/2021
Cadres	285	288
OETAM	358	364
TOTAL EFFECTIF MOYEN	644	652

INTÉGRATION FISCALE

Teréga SA appartient au groupe d'intégration fiscale constitué par Teréga Holding.

ENGAGEMENTS SOCIAUX

La recommandation ANC 2013-02 du 7-11-2013 modifiée le 5-11-2021 n'a pas d'impact sur le calcul des engagements sociaux de la société.

L'évaluation actuarielle des engagements sociaux en norme IAS 19 a été transmise en janvier 2023 par le cabinet Mercer.

Les montants ci-dessous sont issus de ce rapport.

	CAA	IFC	MIP	MDT	PEC	MALAKOFF	CET	TOTAL	En K€
Au 01/01/2022	8 748	6 355	5 606	1 139	201	69	3 433	25 551	
DOTATION	430	624	406	(169)	1	1	63	1 356	
Coût des services rendus	366	578	364	80	-	-	468	1 856	
Charges d'intérêts	64	46	42	8	1	1	26	188	
Réévaluation d'autres avantages long terme				(257)			(431)	(688)	
REPRISE	(316)	(782)	(32)	(41)	(16)	-	(111)	(1 298)	
Versements de l'employeur	(316)	(782)	(32)	(41)	(16)	-	(111)	(1 298)	
Au 31/12/2022	8 862	6 197	5 980	929	186	70	3 385	25 609	
Gains/pertes actuariels 2022	(898)	127	(1 812)	-	(23)	(17)	-	(2 623)	
AU 31/12/2022	7 965	6 324	4 168	929	163	53	3 385	22 987	

Les avantages du personnel sont principalement composés des éléments suivants :

- MIP (Mutuelle de l'Industrie du Pétrole) : régime de complémentaire santé ;
- Droit de cessation anticipé d'activité (CAA) : régime de retraite dont le but est de fournir une allocation de retraite au salarié ayant une ancienneté suffisante en service posté ;
- Indemnités de fin de carrière : versement en capital dû au salarié par l'entreprise lors du départ à la retraite ;
- Médailles du travail : capital versé au salarié lorsque celui-ci atteint une certaine ancienneté Groupe ;
- PEC (Plan Épargne Choisie) : jours que les anciens détachés ont acquis et dont ils disposent pour partir plus tôt en retraite ;
- Malakoff : régime de prévoyance ;
- CET (Compte Épargne Temps) : dispositif qui permet aux salariés qui le désirent d'accumuler des droits de congés rémunérés.

PARTIES LIÉES

Toutes les transactions avec les parties liées concernent des transactions effectuées avec les sociétés mères et sont conclues à des conditions normales de marché.

ENGAGEMENTS REÇUS

	En K€	
	31/12/2022	31/12/2021
Cautions bancaires clients	76 174	65 764
Cautions bancaires fournisseurs	10 008	10 689
TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS	86 183	76 452

Au titre de la période pluriannuelle 2021 - 2025 d'allocation gratuite de quotas, Teréga SA doit recevoir :

NOMBRE DE QUOTAS ALLOUÉS	
2023	3 995
2024	3 995
2025	3 995

Ces données sont à jour de l'arrêté du 4 août 2022 modifiant l'arrêté du 10 décembre 2021 fixant la liste des exploitants d'installations soumises à autorisation pour les émissions de gaz à effet de serre ainsi que le montant des quotas d'émission affectés à titre gratuit pour les exploitants d'installations pour lesquelles des quotas d'émission à titre gratuit sont affectés, pour la période 2021-2025.

ENGAGEMENTS DONNÉS

Il n'existe pas d'engagements donnés par Teréga SA au 31/12/2022.

RÉMUNÉRATION DE L'ACTIVITÉ DES ADMINISTRATEURS

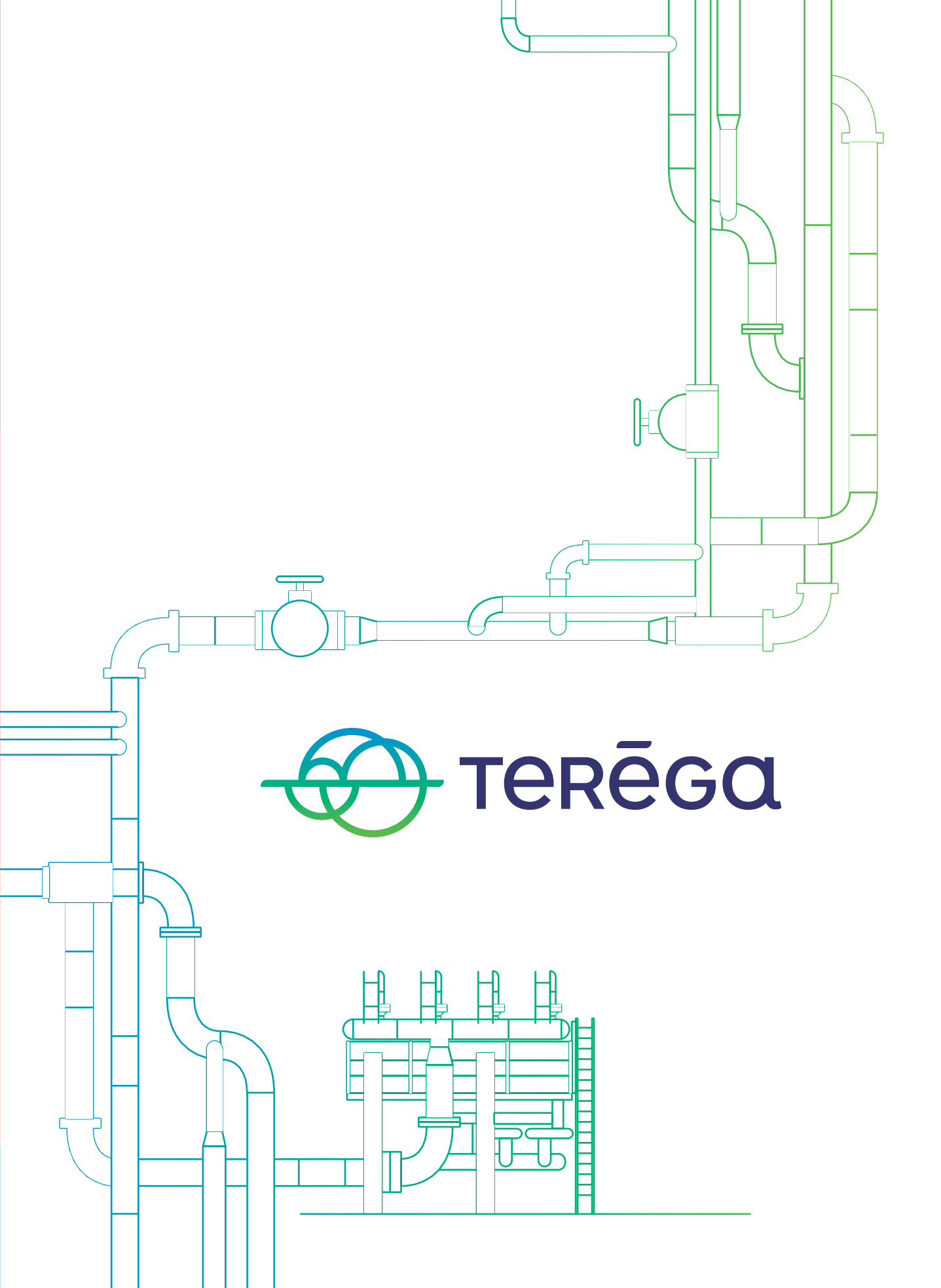
La rémunération de l'activité des administrateurs pour l'exercice 2022 s'élève à 165 000 €.

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Pas d'évènement postérieur à la clôture identifié.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

	En K€
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ	31/12/2022
Résultat net	95 179
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie⁽¹⁾	
- Reprise provision d'exploitation	(98)
+ Dotations aux amortissements d'exploitation	117 562
+ Dotations aux amortissements exceptionnels	45 226
- Reprise provisions exceptionnelles	(13 393)
+ Dotations aux amortissements financiers	1 895
- Reprise provisions financiers	-
- Transfert de charges au compte charges à répartir	-
- Quotes part de subvention virées au résultat	(1 765)
⁽¹⁾ À l'exclusion des provisions sur actif circulant	
MBA	244 606
(-) Variation du Besoin en Fond de Roulement (BFR)	6 721
- Variation des stocks	(477)
- Variation des créances d'exploitation	(13 534)
- Variation autres créances liées à l'exploitation	(2 346)
- Variation des dettes d'exploitation	23 078
- Variation des autres dettes liées à l'activité	-
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ	251 326
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'INVESTISSEMENT	
- Acquisition d'immobilisations	(163 189)
+ Cessions d'immobilisations nettes d'impôt	2 425
+ Réduction d'immobilisations financières	-
+ Variation des dettes sur immobilisations	-
- Variation des créances sur immobilisations	-
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(160 764)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AU FINANCEMENT	
+ Augmentation de capital en numéraire	-
- Réduction de capital	-
- Dividendes versés	(80 077)
+ Émissions d'emprunts	15 000
+/- Dépôts et cautionnements	7 934
- Remboursements d'emprunts	(10 000)
+ Subventions d'investissements reçues	6
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(67 102)
VARIATION DE TRÉSORERIE	23 460
Trésorerie d'ouverture	11 304
Trésorerie de clôture	34 764
VARIATION DE TRÉSORERIE	23 460



TERĒGA



40, avenue de l'Europe · CS 20522 · 64010 Pau Cedex
8, rue de l'Hôtel de Ville · 92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. +33 (0)5 59 13 34 00 · [@Teregacontact](#) · www.terega.fr